

VIRGILE BAREL ET JEAN MÉDECIN, DEUX CONCEPTIONS DE LA POLITIQUE DU TOURISME

Philippe JÉRÔME
Journaliste, écrivain

De la Libération aux années 1960, deux personnalités dominent la vie politique de la Côte d'Azur : Jean Médecin et Virgile Barel. Ils incarnent chacun un courant politique majoritaire, à gauche pour le communiste républicain Barel, à droite pour le républicain modéré Médecin. Ils ont plusieurs points communs :

- ils sont anciens combattants de la Grande Guerre, ce qui explique le respect dont ils feront toujours preuve l'un pour l'autre,
- ils sont viscéralement attachés à Nice et à la Côte d'Azur (pour Barel elle s'arrête à l'Estérel, voire à la rive gauche du Var),
- ils portent une attention toute particulière à la politique du tourisme.

Mais ils divergent aussi grandement sur le plan politique. Barel se veut plus proche du peuple et des syndicats, tandis que Médecin est le héraut de la bourgeoisie locale et du patronat. Ils ont ainsi des conceptions différentes de la politique du tourisme, donc du destin économique de Nice et de la Côte d'Azur.

1. DEUX HOMMES POLITIQUES HORS DU COMMUN

1.1. Le « Roi Jean »

Jean Médecin n'a que 38 ans lorsqu'il est élu maire de Nice, fin décembre 1928. Fils d'Alexandre, qui fut lui-même conseiller général et conseiller municipal, c'est un avocat, capable de plaider en niçois, qui se dit républicain modéré à la manière d'un Gambetta. Au début de sa carrière, il est soutenu par le quotidien de centre-gauche, *Le Petit Niçois*. Mais dans les années 1930, et notamment au moment du Front populaire, il sera tenté par un rapprochement avec la droite extrême, jusqu'à devenir un proche du maréchal Pétain qui le maintiendra, en 1940 au poste de maire de Nice, la ville étant qualifiée ensuite de « fille aînée de la Révolution nationale ». Ainsi Jean Médecin fut maire de Nice de 1928 à 1943 (année durant laquelle il est placé en résidence surveillée par l'occupant), puis de 1947 à 1965, date de sa mort. Pour la période qui nous intéresse, plus particulièrement, il fut président du conseil général des Alpes-Maritimes de 1951 à 1961 et député jusqu'en 1962. Surnommé par ses adversaires « le Roi Jean de Nice », il ne fit pas de grande carrière nationale (secrétaire d'État de mars 1955 à janvier 1956), préférant animer son propre parti niçois baptisé « Rassemblement républicain ». Farouchement antigauilliste, son dernier acte politique fut, sur son lit de mort, d'appeler à voter François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1965.

1.2. Le député « rouge »

Instituteur, né à Drap en 1899, Virgile Barel est mort à Nice en 1979. Ses obsèques ont été suivies par des milliers de personnes, son aura dépassant largement celle du Parti communiste français dont il fut, en 1920, l'un des fondateurs dans les Alpes-Maritimes. Élu député (à Nice) du Front populaire en 1936, il termina sa carrière de parlementaire, en 1978, comme doyen de l'Assemblée nationale. Arrêté en 1939 avec vingt-trois autres députés communistes pour cause de pacte germano-soviétique et condamné en mars 1940, il fut emprisonné à Alger jusqu'en 1943. Libéré après le débarquement allié en Afrique du Nord, il devint chef de cabinet de François Billoux, l'un des ministres du gouvernement provisoire. Son retour à Nice date de septembre 1944. Il est alors nommé, par le général De Gaulle à la tête de la délégation spéciale (équivalent du poste de maire). Battu aux élections de mai 1945, il resta conseiller municipal jusqu'en 1965 et surtout occupa le siège de président du conseil général, de 1945 à 1947 et de député des Alpes-Maritimes de 1946 à 1951, puis de 1956 à 1958 et enfin de 1967 à 1978.

2. LES BOULEVERSEMENTS DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

2.1. Les conséquences de la Grande Guerre

Durant les années 1930 vont se dessiner les grandes orientations modernes du tourisme sur la Côte d'Azur. Après la boucherie de 1914-1918, l'Europe est en plein bouleversement géopolitique avec la naissance de l'URSS, la « patrie du socialisme » qui devient un modèle à suivre pour les communistes du monde entier. Parallèlement on assiste au déclin, voire à la disparition des grandes familles aristocratiques européennes au bénéfice de la montée en puissance de la classe sociale qui a gagné la guerre, celle de la bourgeoisie commerçante et industrielle.

2.2. Comment attirer la nouvelle clientèle bourgeoise ?

La quasi disparition de la clientèle aristocratique provoque dans les années 1920 une crise profonde de l'industrie touristique sur la Côte d'Azur. L'année 1920 est d'ailleurs une année « révolutionnaire » marquée par de longues grèves dans les hôtels et banques de la région. De nombreux palaces ferment et sont transformés en appartements. La saison d'hiver bat de l'aile et le président du syndicat des hôteliers de Nice s'interroge : « par quelle manifestation d'élégance la belle clientèle pourrait-elle être attirée ? Est-ce tous ces divertissements de prolétaires [allusion au Carnaval] qui constituent seuls l'attrait de Nice ? ».

2.3. La saison estivale devient prédominante

Avec la création du palais de la Méditerranée, en 1929, Nice abandonne peu à peu son titre envié de « capitale d'hiver » pour se lancer, en concurrence avec d'autres grandes villes balnéaires, dans la chasse à cette nouvelle clientèle bourgeoise qui travaille en hiver mais qui, dès les beaux jours revenus, recherche de nouveaux plaisirs et divertissements. Situé en bord de mer, au milieu de la Promenade des Anglais, le palais de la Méditerranée veut, par sa conception répondre à ces nouveaux désirs. Cet établissement est à la fois un casino (« le plus somptueux du monde » selon la presse locale) où le bourgeois peut s'adonner à sa nouvelle religion - le jeu -, un restaurant gastronomique où règne dans les assiettes la riche cuisine d'Escoffier, et une salle de spectacle ouverte à tous les genres (théâtre, concerts classiques, galas de variétés, élections de miss). Le 10 janvier 1929, date de l'inauguration de ce nouveau temple des plaisirs, marque un basculement dans l'histoire de la Côte d'Azur. La saison estivale devient prédominante même si les hivernants sont encore nombreux, notamment pendant les fêtes du Carnaval, à Nice et Menton. Jean Médecin, qui, coïncidence de l'histoire, vient tout juste d'être élu maire de Nice va être à la fois le relais et le promoteur de ce nouveau tourisme qui cherche à gagner la riche clientèle française et anglo-saxonne.

2.4. Un rêve de « Crimée française »

De son côté l'instituteur Virgile Barel effectue un voyage en Union soviétique où il rencontre, en 1928, la veuve de Lénine qui fut la première ministre de l'Éducation de ce pays en pleine révolution. Il en revient « ébloui ». Il rêve alors d'une Côte d'Azur à son tour révolutionnaire et révolutionnée qui deviendrait une sorte de lieu de villégiature pour les prolétaires français. Une « Crimée française » ainsi qu'il en développera l'idée au cours des campagnes électorales qui vont suivre. Élu député en 1936, il va d'ailleurs s'attacher à développer le tourisme populaire. L'occasion lui en est donnée à partir du 7 juin 1936, date de la signature entre la CGT et le patronat français des « accords Matignon », qui prévoient notamment l'octroi de quinze jours de congés payés à tous les salariés. Une véritable « évolution révolutionnaire » aurait dit Jaurès, qui se concrétise, le 4 août 1936 par l'entrée en gare de Nice du premier « train populaire amenant des ouvriers en vacances », comme le décrit le reporter du *Petit Niçois*. Ce train formé grâce aux billets à tarif réduit accordé par le secrétaire d'État aux Loisirs et aux sports Léo Lagrange (qui donnera pour le coup son nom au stade du Ray à Nice) est accueilli par le député Virgile Barel, lequel vient de créer et préside l'Association touristique populaire, la première du genre en France, qui a pour objet de loger des vacanciers chez l'habitant. Une photo historique est prise sur le parvis de la gare. Elle est signée par Virgile Barel qui écrit : « Le Front populaire abolit ce privilège : la Côte d'Azur réservée aux riches ». Pour leur part les socialistes créent l'association des « Faucons rouges » qui se fixe pour objectif de permettre aux jeunes, étudiants ou ouvriers, de prendre des vacances à peu de frais. Ils seront parmi les fondateurs des « auberges de jeunesse », la première sur la Côte d'Azur étant ouverte au cap d'Antibes.

3. LES PROMESSES ET ESPOIRS DE LA LIBÉRATION

3.1. Un contexte favorable au tourisme populaire

À la Libération, le PCF, « parti des fusillés », est le premier parti de France et Virgile Barel est au sommet du pouvoir sur la Côte d'Azur, tandis que la droite qui a soutenu le régime de Vichy est déconsidérée, à l'image de Jean Médecin qui n'est pas autorisé à se présenter aux élections de 1945. Le général De Gaulle a formé un gouvernement d'union nationale qui applique le programme du Conseil national de la Résistance (CNR) intitulé « Les jours heureux ». Dans ce contexte à la fois pénible, car le pays est en pleine reconstruction, et enthousiasmant, car renaît l'espoir d'une vie meilleure, Virgile Barel et le PCF vont intervenir vigoureusement en faveur du tourisme social. Ils sont à l'origine, par exemple, de la création de « Tourisme et Travail », une association qui en quelques années va devenir le numéro 1 français du tourisme populaire.

3.2. La création des comités d'entreprise

Mai 1946 : une date-clé dans l'histoire du tourisme en France. Le ministre communiste du Travail, Ambroise Croizat, qui fut l'un des rédacteurs du volet social du programme du CNR, fait adopter la loi qui instaure les comités d'entreprise (CE), le seuil de création étant fixé à cinquante salariés. Ces CE ont, entre autres, pour vocation de gérer les œuvres sociales. Dans le même temps, le gouvernement procède à une série de nationalisations de grandes entreprises (EDF, Renault, banques...). Le ministre de la Production industrielle Marcel Paul résume alors la philosophie gouvernementale : « à développement économique à la hauteur des ambitions de la nation, il faut un statut social à la hauteur des besoins des hommes et parmi ces besoins, les vacances, les loisirs, la culture... ». Dès lors les responsables des CE, élus par leurs collègues de travail, vont s'appliquer à acquérir et développer le meilleur pour la classe ouvrière. Par exemple, à Mandelieu-La Napoule, le syndicaliste communiste Léon Delfosse, devenu directeur général des Houillères (nationalisées) va acheter le domaine Agcroft appartenant à un noble écossais pour le transformer en résidence de vacances pour les mineurs de fond.

3.3. Le Festival international du Film de Cannes

Dans l'enthousiasme de la Libération, la CGT et le PCF vont jouer un rôle de premier plan pour relancer le Festival du Film à Cannes dont la première édition, en 1939, avait été annulée pour cause de guerre. En 1946, la municipalité Picaud, issue de la Résistance, avait mis sur pied tant bien que mal, au casino municipal, un festival qui n'avait rencontré qu'un simple succès d'estime. Ce qui attira la convoitise d'autres villes, telles que Strasbourg et Lyon, aussitôt candidates à l'organisation de l'édition suivante. C'est alors que la CGT, et principalement le syndicat des Aciéries du Nord à La Bocca, va mobiliser une armée de bénévoles pour installer définitivement le Festival à Cannes en réhabilitant de fond en comble le palais Croisette et en embellissant la célèbre avenue dans une ville qui porte encore les stigmates des bombardements. Pour leur part les deux députés communistes des Alpes-Maritimes, Henri Pourtalet, élu à Cannes, et Virgile Barel multiplièrent les interventions pour obtenir des subventions d'état, arguant du fait que le festival se voulait, en 1947, « international ». Et il le fut jusqu'à devenir de nos jours la manifestation de la Côte d'Azur la plus célèbre au monde.

3.4. Le lancement de l'aéroport de Nice

Dès la Libération les élus locaux ont compris l'importance stratégique d'un aéroport pour le développement économique de la région. Le 12 juin 1945, un premier vol Nice-Paris (en 5 heures 30) avait eu lieu, à partir de la première piste en dur construite près de l'hippodrome à l'ouest de la Promenade des Anglais par l'armée américaine, afin d'y accueillir rapidement les soldats blessés. En 1946, Virgile Barel s'empare de la question et intervient ainsi à l'Assemblée nationale :

[...] la création de l'aérodrome [de Nice] permettra, dans des conditions satisfaisantes, la réalisation d'une entrée digne de Nice par la Promenade des Anglais. Des plantations et jardins pourront être prévus avec une ampleur suffisante pour que les touristes aient, dès leur arrivée sur le territoire de notre ville, l'impression de grandeur et de beauté que Nice doit leur donner [...].

Le député va favoriser une rencontre entre les Ponts-et-Chaussées (ingénieur Lisieux) et le ministère de l'Air, afin d'accélérer la mise en œuvre du projet et briser ainsi toute spéculation immobilière sur les « terrains de l'hippodrome » (lequel sera par la suite transféré à Cagnes-sur-mer).

4. MUTATIONS PENDANT LE RÈGNE DU « ROI JEAN »

4.1. Déclin des activités traditionnelles, essor du tourisme

En 1947, Jean Médecin, le banni toujours populaire, revient aux affaires. Durant le règne du « Roi Jean », élu sans interruption jusqu'en 1965, et parfois sous son impulsion, la Côte d'Azur va connaître de profondes mutations. Mutations économiques : à l'image de la manufacture des tabacs de Nice, les industries traditionnelles telles que la métallurgie, les chantiers navals disparaissent peu à peu. L'agriculture est en déclin à partir des années 1950, au profit du tourisme, tandis que le BTP se maintient. Mutations sociologiques : après 1962, la Côte d'Azur, contrairement à Marseille, accueille à bras ouverts des dizaines de milliers de rapatriés d'Algérie parmi lesquels de nombreux commerçants qui vont redynamiser les centres-villes.

4.2. La politique touristique de Jean Médecin

Le maire de Nice considère que le tourisme est une industrie, de surcroît exportatrice puisqu'elle rapporte des devises étrangères à notre pays. Mais une industrie très sensible aux aléas politiques internationaux qu'il convient donc de diversifier. À partir de ces principes Jean Médecin va porter son action sur trois points. Il œuvre à l'embellissement des sites touristiques. On lui doit, par exemple, la rénovation complète de la Promenade des Anglais durant les années 1950.

Par ailleurs, on doit à Jean Médecin le développement de l'aérogare en aéroport international. En 1956, il en confie la gestion à la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) des Alpes-Maritimes. De fait, la nouvelle aérogare, inaugurée en décembre 1957, prend le nom de « aéroport Nice Côte d'Azur ». En 1960, la piste principale est allongée afin de pouvoir accueillir les premières Caravelle qui mettent Nice à 1 heure 15 de Paris. On connaît la suite. En 1946, 35 000 voyageurs fréquentent l'aérodrome. En 1964, ils sont un million à l'aéroport Nice Côte d'Azur. Une étude de la CCI, réalisée à l'occasion de l'arrivée des premiers touristes japonais à Nice, montre que les voyageurs sont de 150 nationalités et qu'ils s'arrêtent sur la Côte d'Azur pour des séjours, d'une semaine, en moyenne.

Enfin, le maire de Nice favorisa le développement du tourisme de congrès et d'affaires. Reprenant une idée de Virgile Barel, Jean Médecin fait construire à Nice, en 1957, le Palais des Expositions qui a pour vocation de pouvoir accueillir d'un coup jusqu'à 20 000 personnes dans son grand hall principal. Ce sera le nombre de congressistes qui participeront, en 1962, à la Convention internationale des Lions Club, première grande manifestation de dimension mondiale organisée sur la Côte d'Azur depuis la Libération. Mais, malgré tous ces efforts, Nice reste « la belle endormie » et, selon l'expression du professeur Paul Castela, sombre dans une certaine « torpeur économique » jusque dans les années 1960.

4.3. Séduire la classe moyenne

Durant cette période dite des Trente glorieuses, le niveau de vie de la population française augmente, de nouvelles conquêtes sociales sont enregistrées (troisième semaine de congés payés en 1956) ce qui engendre de nouvelles aspirations à ce que le philosophe André Tosel appelle « la vie bonne ». Une classe moyenne argentée émerge dans les pays européens où s'exprime le besoin de nouveaux loisirs. Le voyage, les vacances deviennent des produits de grande consommation.

Les frères Trigano savent répondre à ces nouveaux besoins en créant, sur la Côte d'Azur, à la fin des années cinquante, un premier « village de vacances » du club Méditerranée. C'est aussi l'époque de la ruée vers l'or blanc dans les stations, telle Isola 2000, où la pratique du ski se démocratise. C'est enfin l'explosion du nombre de « résidences secondaires ». Quelques chiffres à ce sujet : de 1860 à la Première Guerre mondiale, on construit 5 000 villas dans la région niçoise ; de la Libération à 1968, la Côte s'enrichit d'environ 50 000 résidences secondaires.

Encouragée par les élus locaux parmi lesquels, au premier chef, Jean Médecin, cette accession à la propriété secondaire favorise les entreprises locales du BTP qui fleurissent à cette époque (Spada, Richelmi, Nicoletti, Trivério, Icart, Véran, Costamagna...). Le revers de cette médaille dorée c'est le bétonnage, d'abord de la côte, puis de la montagne, et le mitage des collines. La spéculation immobilière va bon train aussi, au détriment des autochtones : en 2012, on recense 170 000 résidences secondaires sur la Côte d'Azur, dont le tiers appartient à des étrangers.

5. LA CÔTE D'AZUR, PREMIÈRE DESTINATION TOURISTIQUE APRÈS PARIS

Lorsque Jean Médecin meurt, en 1965, la Côte d'Azur est redevenue, après Paris, la première destination touristique française. Pendant les « Trente Glorieuses » ont cohabité différentes formes de tourisme, héritières à la fois de choix politiques et de circonstances économiques particulières. Virgile Barel et Jean Médecin ont incarné chacun un choix de société. Leurs visions politiques ont été parfois complémentaires, souvent antagonistes. Mais autant l'un que l'autre, ils ont contribué à la prospérité de la Côte d'Azur et à sa renommée internationale.

Bibliographie

- Barel Virgile, *Cinquante années de lutte*, Paris, Éditions sociales, 1966, 319 p.
- Bron Jean, *Histoire du Mouvement ouvrier français*, Paris, les Éditions ouvrières, 1968, 255 p.
- Castela Paul, *une capitale historique*, Nice, Gilletta Nice-Matin, 2002, 567 p.
- Charvin Robert, *Virgile Barel*, Nice, Éditions du Losange, 2009, 105 p.
- Gastaut Yvan, Mourlane Stéphane, Schor Ralph, *Nice cosmopolite : 1860-2010*, Paris, Éd. Autrement, 2010, 219 p.
- Orso Filippi, dir., *Le Mémorial du pays niçois : 1968-1998*, Nouméa, Planète mémo, 1999, 591 p.
- Ruggiero Alain, dir., *Nouvelle histoire de Nice*, Toulouse, Privat, 2006, 383 p.
- Schor Ralph, *Histoire du Comté de Nice de 1815 à nos jours en 100 dates*, Cannes, Alandis éd., 2007, 156 p.
- Zancarini-Fournel Michelle, Delacroix Christian, *La France du temps présent : 1945-2005*, Paris, Belin, 2010, 656 p.